Pour 86% des Français, la pauvreté devrait être au cœur de la campagne électorale



PRISE DE POSITION

23/03/2022

Une très grande majorité (86%) des Français pense que la pauvreté devrait être un sujet important de la campagne électorale. C’est ce qui ressort d’un sondage du

Secours Catholique publié en partenariat avec Viavoice* à l’occasion des élections présidentielle et législatives. Les Français sont interrogés sur leur perception de la pauvreté et les moyens et solutions à mettre en œuvre pour la faire reculer.



Entretien avec **Jean merckaert, directeur de l'action et du plaidoyer** France au Secours Catholique

Vous avez interrogé les Français sur leur perception de la pauvreté, en général et à titre personnel. Quels sont les résultats qui vous interpellent ?

Il ressort de ce sondage que les Français sont concernés par la pauvreté, et à double titre. À titre personnel d’abord : ils sont près de la moitié (49%) à vivre ou à avoir traversé eux-mêmes une situation de pauvreté. Quand on élargit à l’entourage, ils sont près de 60 % à être concernés à titre personnel par la pauvreté ; et 58% craignent d’y tomber.

On peut donc constater qu’il y a face à la pauvreté une crainte largement partagée par les Français, que l’on peut expliquer par un contexte économique au cours des dernières décennies qui fait que beaucoup de personnes ont traversé des accidents de la vie, d’autres se sont retrouvées durablement éloignées du marché du travail ou alors occupant des postes précaires, et que nombre d’entre elles craignent pour l’avenir de leurs enfants.

À titre politique maintenant, les Français sont une grande majorité – les 2/3 - à estimer qu'on ne parle pas assez de pauvreté dans le débat. Pour 86% d’entre eux, la pauvreté devrait être un sujet important de la campagne. Or, elle se trouve assez largement passée au second plan, sauf de façon indirecte, quand il s’agit de parler

de pouvoir d’achat. Disons que l’éradication de la pauvreté qui pourrait être un enjeu central d’un programme politique n’est mis en avant par aucun candidat.

Une majorité de Français estime que c’est à l’État que revient la responsabilité de lutter contre la pauvreté, suivi par les collectivités territoriales, et les entreprises. Comment analysez-vous cela ?

Un des enseignements du sondage – et il est très positif – c’est que les Français sont solidaires. On pourrait croire que l’on vit une période de repli sur soi, d’individualisme forcené. En fait, nous avons demandé aux Français s’ils avaient apporté une aide pendant la période de crise sanitaire, et ils sont 43% à déclarer l’avoir fait, auxquels il faut ajouter 33% ayant voulu le faire mais n’en ayant pas eu les moyens.

Autrement dit, ce sont 3 Français sur 4 qui face à la crise sanitaire ont eu un mouvement de solidarité pour leurs concitoyens. Nous, Secours Catholique, qui appelons à prendre le parti de la fraternité, nous sommes témoins que ce désir de solidarité anime profondément les Français. Malheureusement nos responsables politiques ne s'appuient pas suffisamment sur ce ressort puissant, quand ils n'attisent pas au contraire celui du rejet de l’autre ou de repli sur soi.

Voir notre mobilisation "Prenons le parti de la fraternité"

Quand on demande à qui revient prioritairement la responsabilité de lutter contre la pauvreté et qu’ils sont 4 sur 5 à répondre que c’est d’abord l’État puis les collectivités locales qui doivent agir, cela veut dire, à notre sens, qu’il revient à la puissance publique et donc à la solidarité nationale d’éviter concrètement à chacun de ses membres de tomber dans la pauvreté : il s’agit de mutualiser nos moyens et ressources pour se serrer les coudes face aux difficultés de la vie.

Face à l’avenir qui fait peur, les Français estiment que c’est à travers la puissance publique qu’on peut s’assurer les uns les autres un socle pour vivre dignement.

Pour autant, ce que nous dit aussi ce sondage c'est que les Français ne sont pas favorables à un État omnipotent. Les sondés disent aussi l'importance pour eux de la responsabilité individuelle face à la pauvreté. Les personnes qui vivent la précarité ne disent pas autre chose : elles veulent contribuer à la société (tout sauf l'assistanat) mais être protégées : pouvoir s'appuyer sur des garanties pour ne pas tomber trop bas et trop fort.

Une très grande majorité de Français (86%) interrogés estime que le RSA est insuffisant pour vivre dignement. Une petite majorité d'entre eux se dit favorable à l'instauration d'un revenu minimum pour tous les habitants en situation de pauvreté à partir de 18 ans. Comment interprétez-vous ces résultats ?

Il y a une forme de lucidité des Français par rapport à ce qu'on appelle la pauvreté monétaire. Nous savons bien au Secours Catholique que la pauvreté n'est pas uniquement une question de revenus et de privations matérielles. Elle a beaucoup à voir avec le regard de la société, l'isolement, la façon dont on est traité par les institutions… Mais malgré tout, la dimension monétaire est primordiale car elle se traduit par des privations qui ont des conséquences sur notre capacité à nous projeter dans l'avenir, notre fierté à être parents, etc.

Or les Français font preuve de lucidité sur ce sujet : en moyenne, ils estiment qu'il faut pour vivre dignement un niveau de revenu de 1312 euros, un peu au-dessus du seuil de pauvreté à 1100 euros. En France aujourd'hui, près de 15% de la population vit avec moins de 1100 euros, et pour les Français, ces personnes ne peuvent pas vivre dignement.

Nous avons des dispositifs de soutien public aux revenus censés permettre aux personnes de survivre. Mais ils sont largement insuffisants. Le RSA aujourd'hui s'élève à 565 euros (avec le complément logement), soit moins de la moitié de ce qu'il faudrait pour pouvoir vivre dignement. Les Français sont 86% à l'estimer très insuffisant. Une petite majorité (54%) est favorable à garantir un revenu minimum à

partir de 18 ans.

> Les Français continuent à considérer la pauvreté comme une situation non désirée qui invite à la solidarité collective.

Cela, pour nous, c’est un point d’appui important, parce que cela confirme une adhésion des citoyens à cette idée de minimum vital garanti, alors même que sur ce sujet nous nous heurtons à un mur depuis des années, avec un gouvernement qui dit que donner de l’argent aux pauvres c’est de l’argent jeté par les fenêtres, et désormais des candidats à la présidentielle qui veulent contraindre les allocataires du RSA à faire du « bénévolat obligatoire » !

Au contraire, offrir à chacun des « moyens convenables d’existence », comme le promet la Constitution, c’est la protection due à chaque personne sur notre territoire, et c’est aussi un investissement. Si vous chutez trop bas, que chaque jour est un combat pour survivre, il est très difficile de remonter la pente. Ce que l’on souhaite, c’est un revenu suffisant, stable et prévisible pour garder la tête hors de l’eau et pouvoir se projeter.

Et quand on demande à ces Français favorables à ce revenu minimum à quel le montant ils l’imaginent, ils se montrent plus généreux que nous, associations. Ils sont une majorité à le fixer à 1100 euros par mois, soit le double du RSA. Nous, nous le demandons plutôt autour de 900 euros mensuels, dans une approche raisonnable qui tient compte de l’investissement budgétaire que cela demande.

Il y a beau avoir eu un travail de sape idéologique de la part de certains responsables politiques pour estimer que lutter contre la pauvreté est un coût pour la société, cela n’a pas suffi à convaincre les Français qui continuent à considérer la pauvreté comme une situation non désirée qui invite à la solidarité collective. On peut se réjouir de ce désir de solidarité exprimé.

D’autres problématiques et propositions sont abordées auprès des sondés : l’accès à l’emploi, au logement, à l’alimentation. Quels principaux enseignements en tirez-vous ?

Au sortir de la 2nd Guerre mondiale, le cri de ralliement s’est fait autour du besoin de « se libérer de la peur de l’avenir » et de créer la sécurité sociale face aux risques maladie, vieillesse, etc. Aujourd’hui, nous sommes face à de nouveaux risques : le risque alimentaire de ne pas avoir assez de revenus pour se nourrir et choisir son alimentation, le risque d’être durablement privé d’un emploi, celui de se retrouver sans sources de revenu, celui de se retrouver sans logement stable.

Face à ces risques, depuis les années 80, la société française et les gouvernements successifs ont surtout mis des pansements : distributions de conserves, mise en place d’aides financières ponctuelles, développement de places d’hébergement etc. On n’a pas arrêté d’avoir des réponses d’urgences face à des risques structurels. Ce que nous montre ce sondage, c’est que, au fond, les Français ont pris conscience que l’on ne s’en sortirait pas en mettant des rustines sur des problèmes aussi structurels.

> 87 % des Français pensent que l’accès de tous à une alimentation de qualité devrait être une priorité pour les pouvoirs publics ; ils sont 85 % à attendre que soit assuré à chacun un logement digne.

Par exemple, sur la question alimentaire, 87 % des Français pensent que l’accès de tous à une alimentation de qualité devrait être une priorité pour les pouvoirs publics, et ils rejoignent notre plaidoyer en préconisant de ne pas agir seulement sur la capacité des acheteurs modestes à consommer, mais avec une approche qui prenne en compte l’accès au choix, à l'écologie et la juste rémunération des producteurs : circuits courts, épiceries ouvertes à tous où l'on paie selon ses revenus, soutien à l’installation de producteurs en agriculture durable, ou encore un meilleur accès à la

restauration scolaire.

Sur le logement, les chiffres sont tout aussi parlants : ils sont 85 % à attendre que soit assuré à chacun un logement digne, avec comme solution plébiscitée l'investissement dans le logement social pour les plus pauvres, alors même que ce quinquennat s'est terminé par une très forte chute du nombre de logements sociaux construits.

En matière d'emploi, les Français attendent aussi une intervention plus forte de la puissance publique *via* des financements accrus pour solvabiliser les emplois, voire *via* une forme d'obligation de résultat de façon à assurer l'accès à un emploi pour les chômeurs de longue durée.

Nous sommes donc devant l'adhésion des Français à une forme d'extension du régime assurantiel : chacun cotise pour des risques qui peuvent survenir dans la vie d'une majorité – la pauvreté, c'est mon entourage, ou ce qui pourrait m'arriver demain –, par rapport à la logique de l'assistanat et de la rustine.

Le sondage montre également que les Français sont en attente d'une transition écologique qui soit juste.

Pour le Secours Catholique, lutter contre les causes de la pauvreté en France et dans le monde, c'est aussi préserver une planète vivable. Or ce qui apparaît clairement c'est que pour réaliser cette transition écologique – dont la grande majorité des Français, je pense, a conscience de l'impérieuse nécessité – ils en appellent là encore au collectif.

Plus de 80% d'entre eux estiment que c'est à la puissance publique de tout faire pour que cette transition soit l'occasion de plus de justice sociale. Ils considèrent que c'est à l'État de permettre aux plus modestes d'isoler leurs logements, d'assurer l'accès à des solutions de transport durable, ou encore à une alimentation de qualité respectueuse de l'environnement.

Étude réalisée en ligne par l'institut ViaVoice du 9 au 14 janvier 2022 auprès d’un échantillon de 1 500 personnes qui résident en France métropolitaine, échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Propos recueillis par Clarisse Briot Infographies : Secours Catholique ; photo : © Elodie Perriot / Secours Catholique

https://ain.secours-catholique.org/notre-actualite/clone-pour-86-des-francais-la-pauvrete-devrait-etre-au-coeur-de-la-campagne